

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUILLET 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1924 (1).

Tableau A. — AGRICULTURE.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. BRUSSELMANS.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année 1924 a fait l'objet au Sénat d'un rapport très complet de la part de M. Limage. Il a donné lieu à une discussion prolongée qui a permis à nos collègues de la Chambre Haute de traiter de la plupart des questions retenant, en ce moment, l'attention de ceux qui s'intéressent aux choses de l'agriculture.

Le fait, d'autre part, que personne ne désire voir renvoyer le présent Budget au Sénat a vraisemblablement décidé nos collègues de la Commission chargée de l'examiner, à ne présenter aucun amendement. Je me bornerai à appeler, au nom de la Commission, l'attention de M. le Ministre sur quelques postes de son budget, persuadé qu'il voudra bien examiner la possibilité de donner suite à nos suggestions.

Ce ne sont là d'ailleurs, en aucune façon, des vœux platoniques. Lors de la

(1) Budget transmis par le Sénat, n° 4311.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission permanente de l'Agriculture : MM. Tibbaut, président, Brusselmans, Carlier, Colleaux, Crick, De Bruycker, De Coster, De Jaegher, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Dous, Housiaux, Jouret (Henri), Jourez (Léon), Maenhaut, Mostaert, Niezette, Pèriquet, Vanden Corput, Vanden Eynde et Wanters.

b) Six membres nommés par les sections : MM. Brusselmans, De Bruycker, Crick, Vanden Eynde, David et de Kerchove d'Exaerde.

discussion du Budget de 1923, votre rapporteur retira au nom de la Commission et sur les instances du département les trois amendements qu'elle avait proposés.

M. le Ministre tint la promesse, qu'il fit alors, de lui donner plus tard satisfaction dans la mesure des possibilités budgétaires.

Dès 1923 (loi du 10 août 1923) le crédit supplémentaire de 2,000,000 de francs fut voté pour la voirie vicinale. En 1924, nous voyons se réaliser nos deux autres vœux comportant des augmentations aux postes 22 (amélioration du bétail : 105,000 fr.) et 41 (Enseignement agricole : 334,000 fr.).

Je tiens à marquer, à cette occasion, notre satisfaction et notre reconnaissance à l'honorable Ministre de l'Agriculture.

I. Le présent budget est en augmentation de 4,187,494 francs sur le budget précédent.

Cette augmentation assez sensible (13 p. c.) ne marque cependant aucun changement important dans les services du département.

Le budget que nous examinons est essentiellement un budget d'ajustement.

L'examen des articles nous en convaincra facilement.

Si l'on fait la balance par chapitres, le budget se solde par une augmentation de dépenses de 5,500,794 francs contre une diminution de 1,313,300 francs.

Si l'on fait séparément l'addition des augmentations et des diminutions de dépenses, on obtient respectivement 5,930,220 francs et 1,742,716 francs.

Je disais plus haut que le budget que nous avons sous les yeux est surtout un budget d'ajustement.

Les quelque six millions d'augmentations prévus sont en partie justifiés par les augmentations réglementaires et normales des traitements, les promotions de fonctionnaires et le relèvement de l'indemnité familiale. La somme est absorbée ensuite par des transferts d'autres budgets, le budget pour ordre, par exemple. (Article 41, Police sanitaire des animaux domestiques, 1,320,000 francs; etc.). Enfin, par suite de la suppression, à partir du 1^{er} janvier 1924 de l'autonomie financière des territoires d'Eupen-Malmédy. Le Gouvernement a déposé, en séance du Sénat du 22 janvier 1924, une série d'amendements comportant pour le budget de l'Agriculture une augmentation de dépenses de 1,658,542 francs.

En éliminant ces postes qui présentent un intérêt moindre, nous ne retenons que les postes 22 (augmentation de 105,000 fr.) 41 (augmentation de 334,000 fr.) et 46 (augmentation de 101,000 francs).

Concluons d'emblée que l'on ne peut faire au budget le reproche d'être trop large. A peine un demi-million de dépenses constituent des dépenses nouvelles — au sens budgétaire du mot.

II. Les diminutions de crédit atteignent 1,742,716 francs.

Ces diminutions proviennent d'économies réalisées, de réductions de dépenses exceptionnelles et de transferts à d'autres budgets ou à d'autres articles du présent budget — le tout à concurrence de 259,326 francs.

Trois postes demandent un examen plus approfondi. Ce sont ceux repris sous les articles 54, 64 et 81, et qui comportent des dépenses pour une somme totale de 1,483,390 francs.

III. Nous pouvons donc nous borner à examiner de plus près les articles réservés :

Art. 22. — Augmentation de dépenses de 105,000 francs. — L'augmentation prévue primitivement était de 50,000 francs. Ces 50,000 francs seront uniquement employés à l'amélioration de notre cheptel bovin.

La concurrence faite à la production de viande indigène par la viande congelée d'une part, et l'augmentation dont est susceptible le rendement en lait de nos vaches d'autre part, ont déterminé le département à poursuivre en Belgique la formation de races de bétail capables de produire beaucoup de lait riche.

Les résultats obtenus par le Danemark, la Hollande, l'Amérique, etc., démontrent que le choix des reproducteurs, basé sur les données fournies par un contrôle régulier de la production laitière, contribue à provoquer rapidement l'amélioration du bétail au point de vue de la quantité et de la qualité du lait.

Le contrôle du rendement laitier n'a fonctionné en Belgique que depuis peu de temps. Le nombre d'animaux dont la production est connue actuellement n'est donc pas encore très élevé.

Les premiers résultats ont fourni aux éleveurs des indications précieuses et leur ont permis de faire une sélection en connaissance de cause des animaux destinés à la reproduction.

Ce n'est cependant que d'ici quelques années, quand les descendants des animaux actuellement contrôlés auront pu, à leur tour, être soumis au contrôle que les avantages de la méthode pourront se manifester.

Il a été prévu, outre le crédit de 50,000 francs, 35,000 rendus nécessaires par la suppression de l'autonomie financière des territoires d'Eupen-Malmédy, et 20,000 pour encourager l'aviculture, qui a une importance particulière dans notre pays de petite culture.

On peut supputer la nécessité d'un pareil encouragement si l'on tient compte du fait que la production annuelle des volailles représente actuellement pour notre pays une valeur de plus de 450 millions de francs.

Il n'est pas sans intérêt de mettre sous les yeux de nos collègues quelques statistiques relatives au développement de cette branche de notre production nationale.

ŒUFS.

	IMPORTATION.		EXPORTATION.	
	PIÈCES.	FRANCS.	PIÈCES.	FRANCS.
1913 . .	212,677,609	16,977,660	134,548,139	12,580,251
1921 . .	52,958,954	23,734,130	1,649,672	902,570
1922 . .	113,678,000	36,319,951	14,151,786	5,534,776
1923 . .	64,965,649	25,543,113	64,266,676	29,504,963
1923	16,122,887	5,384,466	18,384,266	7,411,225
1924 } quatre premières mois.	7,156,397	2,824,618	51,268,418	30,504,625

En 1913, nous avons donc un déficit de 4,3 millions de francs ;

En 1922, un déficit de 30,7 millions de francs ;

En 1923, un boni de 3,9 millions de francs ;

Les quatre premiers mois de 1924 un excédent de 27,6 millions de francs.

Un arrêté ministériel du 16 février 1924 vint subordonner l'exportation des œufs à une licence ! Cette mesure fut retirée le 10 avril 1924.

Ces données permettront d'apprécier comment une mesure inconsidérée peut rendre vains les meilleurs efforts des producteurs et du Ministère de l'Agriculture. J'aurai d'ailleurs l'occasion de revenir plus loin sur cette considération.

Art. 41. — L'augmentation de 334,000 francs sera en majeure partie, consacrée au développement des sections agricoles professionnelles primaires.

L'enseignement technique est à la base de tout progrès professionnel. Les quelque 450 sections primaires déjà fondées ont donné des résultats très satisfaisants.

Art. 46. — Augmentation de 101,000 francs (dont 11,000 francs repris du budget Eupen-Malmédy).

Depuis quatre années, le Département de l'Agriculture a entrepris une campagne en vue de vulgariser l'emploi et la production, dans le pays, de semences améliorées.

Il s'agit, en premier lieu, d'augmenter la production nationale par l'emploi de semences sélectionnées, donnant des rendements plus élevés, par unité de surface; ensuite, il convient de se libérer, dans la mesure du possible, des importations onéreuses, car les agriculteurs sont tributaires de l'étranger de la presque totalité de ces produits.

Art. 54. — A l'article 54 on prévoit une diminution de 50,000 francs. Il serait regrettable que cette diminution eût comme effet de ralentir la mise en valeur de nos terres incultes.

Les 50,000 francs d'augmentation proposés depuis, par amendement, sont nécessités par la reprise des services d'Eupen-Malmédy.

Le maintien du chiffre du budget de 1923 aura donc comme résultat une diminution réelle de 50,000 francs.

Cette compression est, à mon sens, des plus regrettables.

Les encouragements prodigués au défrichement rapportent gros. C'est une des rares dépenses productives dont on puisse chiffrer le rendement.

Voici quelques chiffres repris depuis l'institution de la mesure accordant un subside de 200 à 600 francs par hectare défriché sous le contrôle des agronomes de l'État, avec maximum de 5 hectares par an et par défricheur :

En 1921,	422 défrichements subsidiés, ayant une	hectares	cent.	ares.
	étendue totale de	1027	78	52
En 1922,	801 id. id.	1638	98	00
En 1923,	978 id. id.	1625	20	08
soit	2,201 id. id.	4291	96	60

Les subsides alloués par l'État aux particuliers pour ces défrichements s'élèvent à :

En 1921	fr. 46,752 90
En 1922	423,017 »
En 1923	330,254 10

soit . . . fr. 800,024 »

On peut estimer le revenu cadastral d'un hectare de terre défrichée à un minimum de 100 francs. J'évalue les bénéfices professionnels au double du revenu cadastral : évaluation en fait toujours dépassée — que je taxe à 3 p. c. (revenus professionnels de 6 à 9,000 fr.).

Les 1625 hectares défrichés en 1923 rapporteraient de la sorte à l'État 16,250 francs d'impôt foncier et 9,750 francs de taxe professionnelle.

Les 330,254 francs dépensés en 1923 rapporteraient donc immédiatement, rien qu'en *impôts*, une somme suffisante pour le service de l'intérêt et de leur amortissement.

ART. 64. — A l'article 64, nous sommes heureux de constater qu'une diminution de 83.390 francs résulte de la proposition de gestion autonome faite par l'exploitation des jardins de l'école d'Horticulture de Vilvorde ; ainsi que de la transformation de l'école d'Horticulture de Gand.

Ces résultats peuvent nous inciter à rechercher si de pareilles formules ne s'imposent pas également pour d'autres exploitations dépendant des services publics.

ART. 84. — L'article 84 est celui qui soulèvera sans doute le plus de réserves.

Le projet de Budget prévoyait une diminution de 1,350,000 francs ; depuis, en vertu d'un amendement du Gouvernement, ce chiffre fut ramené à 1,250,000 francs.

D'aucuns estimeront que l'intervention de l'État dans l'entretien de la voirie communale au lieu d'être diminuée aurait plutôt dû être développée. En tout cas, on ne recueille que plaintes sur l'état de notre petite voirie. J'espère que M. le Ministre étudiera la possibilité d'une plus large intervention.

Pour l'intelligence des propositions gouvernementales, il sera peut-être utile de rappeler quelques rétroactes :

En 1922, le budget prévoyait à l'article 80, un crédit de 5,000,000 de francs pour les travaux d'amélioration des chemins communaux, des cours d'eau non navigables et des wateringues. A l'article 81, un crédit de 150,000 francs pour les travaux d'entretien des chemins vicinaux d'intérêt agricole améliorés avec des subsides de l'Etat. A l'article 82, un crédit de 3,500,000 francs pour les travaux d'entretien des chemins vicinaux de grande communication.

Soit en tout : 8,650,000 francs.

Ces crédits furent insuffisants et l'exercice 1922 se clôtura avec un déficit de 3,910,000 francs (Voir rapport du budget de 1923, page 8).

Au budget de 1923, figurait à l'art. 81 un crédit global de 8,000,000 de francs

pour l'ensemble des trois catégories de travaux décrits aux articles 80, 81 et 82 de 1922.

Ce crédit de 8,000,000 de francs fut majoré dans le courant de 1923 (Loi du 10 août 1923) d'une somme de 2,000,000 de francs. En 1923, le département a donc pu disposer d'un crédit de 10,000,000 de francs, pour les travaux à effectuer à la voirie communale.

Pour l'exercice 1924, il est prévu à l'art. 81, litt. A: pour les travaux *d'amélioration* à effectuer aux chemins communaux, aux cours d'eau non navigables ni flottables et aux waterings un crédit de 5,000,000 de francs.

Litt. B. Pour les travaux *d'entretien* à effectuer aux chemins vicinaux *d'intérêt agricole améliorés* avec des subsides de l'État, un crédit de 150,000 francs.

Litt. C. Pour les travaux *d'entretien* à effectuer aux chemins vicinaux de *grande communication* un crédit de 3,500,000 francs. Soit les mêmes crédits que ceux accordés en 1922.

Comme l'exercice 1923 n'a laissé qu'un déficit peu important, les services compétents estiment que les crédits demandés pour 1924 sont suffisants. D'ailleurs pour les travaux d'entretien à effectuer aux chemins vicinaux d'intérêt agricole (art. 81, litt. b de l'exercice 1924), il n'a été dépensé en 1923 qu'une somme de 61,870 francs.

. . .

IV. — L'examen du budget a donné lieu en outre à certaines observations rapportées ci-après :

A l'article 27 un membre fait remarquer combien il serait regrettable de voir l'État changer sa politique en matière de subsides aux réassurances provinciales bovines et chevalines.

A l'article 35 un membre estime qu'il serait urgent d'établir à l'Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole à Laeken, les moyens de sauvetage nécessaires en cas d'incendie.

A l'article 42 un membre estime que la répartition des ressorts des agronomes de l'État est faite de façon défectueuse. Les provinces de Liège et du Hainaut souffriraient de cette situation.

. . .

Je ne puis terminer Messieurs, sans dire un mot des problèmes importants qui intéressent le monde agricole.

V. — Certaines questions relèvent plus spécialement d'autres départements et sortent du cadre du présent rapport, telles l'application des lois d'impôt à l'agriculture, l'application à la population rurale des lois et règlements concernant les Habitations à bon Marché, le Fonds des Mieux Doués, et les Pensions, la question des finances communales, etc.

D'autres trouvent leur place dans cette discussion.

Il faut féliciter l'honorable Ministre de la convocation de la Commission Nationale de la Production Agricole. (A. R., 10 avril 1923.)

Cette commission a mené très activement ses travaux. Elle a abouti à une série

de vœux, fruit de longues et minutieuses délibérations, et qui constituent dans leurs grandes lignes un large programme d'action en vue du développement de la production agricole.

La Commission Nationale a confié la réalisation de ses vœux à une commission permanente de cinq membres constituée par le Ministre.

Le présent budget prévoit, d'ailleurs, la réalisation de plusieurs de ces résolutions.

. . .

Depuis longtemps, on s'était rendu compte de la nécessité d'un remaniement de la représentation de l'agriculture.

Une commission composée des délégués des organismes officiels et des associations libres met au point un avant-projet. L'étude en serait déjà fort avancée.

. . .

Deux projets de loi actuellement soumis au Parlement sont appelés à avoir une répercussion profonde sur la production agricole : le projet relatif au bail à ferme et celui relatif à la police et à l'entretien des cours d'eau non navigables ni flottables.

Il serait heureux qu'une solution rapide intervienne dans l'une comme dans l'autre de ces questions.

. . .

Il reste, enfin, la réglementation de l'exportation.

Il est certain que la Belgique doit viser à contrebalancer par ses exportations les importations que nécessite le ravitaillement de la population.

Il est également indéniable, à mon sens, que l'exportation de produits quelconques est conditionnée par l'intérêt général; que, si l'intérêt général l'exige, le Gouvernement peut et doit même interdire la sortie de marchandises quelconques.

Il n'en est pas moins vrai que la liberté des transactions doit rester la règle, la réglementation l'exception.

Tout le monde est d'accord, je crois, sur ces principes.

L'application seule soulève des difficultés. L'intérêt général, ou ce que l'on croit être l'intérêt général et qui n'est parfois qu'un intérêt limité et temporaire, entre souvent en conflit avec les intérêts d'une classe de producteurs. Conflits très difficiles à résoudre et que seule une autorité très compétente peut essayer d'aplanir.

Il s'agit d'éviter de sacrifier l'avenir aux nécessités du moment, de sacrifier, par exemple, l'élevage bovin par une importation inconsidérée de viande frigorifiée.

Il s'agit de ne pas décourager une branche de la production intéressante, une expansion naissante vers les marchés étrangers... L'exemple cité plus haut et relatif à la production d'œufs, montre comment un déficit considérable d'importation peut être transformé en peu d'années en un boni très important. Ayons garde de mettre obstacle, par une réglementation inconsidérée, à de si heureuses évolutions.

Les agriculteurs conservent le sentiment très net qu'en cette matière leurs intérêts sont parfois négligés. Producteurs de matières de première nécessité, ils s'y trouvent successivement exposés. Il n'y a aucune industrie au monde qui puisse résister au régime qui est celui de l'agriculture dans notre pays : absence totale de protection contre le marché étranger quand le marché national lui est défavorable, interdiction d'exportation dès que les prix du marché international sont plus favorables.

C'est là, cependant, dans ses lignes essentielles la politique suivie jusqu'ici.

Le monde agricole estime que les matières du ravitaillement sont de la compétence du Ministre de l'Agriculture. Lui seul possède les informations techniques nécessaires pour comparer utilement les besoins du pays aux exigences d'une production agricole régulière et abondante.

Qu'on ne m'objecte pas que les arrêtés royaux relatifs à l'interdiction des exportations sont délibérés au Conseil des Ministres. Il est certain, en effet, que le Ministre de l'Industrie et du Travail a reçu, à plusieurs reprises, de véritables délégations du Conseil des Ministres et en tout cas il conserve l'initiative, l'instruction et l'application des mesures relatives au ravitaillement.

Sous le bénéfice de ces remarques, votre Commission vous propose d'adopter le projet de loi contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année 1924.

Le Rapporteur,

FR. BRUSSELMANS.

Le Président,

EMILE TIBBAUT.

QUESTIONS POSÉES A L'OCCASION DU BUDGET DE L'AGRICULTURE.

Monsieur le Ministre voudrait-il communiquer, par province, la statistique des sangliers tués pendant les années 1922, 1923, 1924?

Monsieur le Ministre voudrait-il dire quelles sont les conditions auxquelles doivent se soumettre les communes pour obtenir des subsides pour la voirie? A combien s'élève le subside accordé par l'État?

RÉPONSES

	Nombre approximatif de sangliers				Observations.
	existant au 1-2-1919	existant au 1-2-1922	tués pendant la saison de chasse 1922-23	existant au 1-2-1924	
Hainaut.	180	95	80	80	Le nombre de sangliers renseignés comme existant est un maximum parce que, vu leur caractère nomade, beaucoup de sangliers sont recensés deux fois.
Liège	900	295	185	255	
Luxembourg . . .	3,970	1,395	1.075	1,345	
Namur	2,100	740	430	650	
Autres provinces .	Néant.	Néant.	Néant.	Néant.	

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 JULI 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

Tabel A. — **LANDBOUW.**

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDÈRE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **BRUSSELMANS**.

MIJNE HEEREN,

Over de Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor 1924 werd in den Senaat een uitvoerig verslag uitgebracht door den heer Limage. Zij gaf aanleiding tot eene lange bespreking, waardoor het voor onze collega's der Hooge Vergadering mogelijk was meestal de vraagstukken te behandelen die vooralsnu de aandacht gaande maken van hen die belang stellen in de landbouwaangelegenheden.

Vermits, anderdeels, niemand wenscht deze Begrooting naar den Senaat terug te zenden, zullen wellicht onze collega's der Commissie belast met het onderzoek, er toe besluiten geen enkel amendement in te dienen. Ik zal er mij bij bepalen, namens de Commissie, 's Ministers aandacht te vestigen op enkele posten zijner begrooting; overtuigd zijnde dat hij de mogelijkheid zal willen onderzoeken om onze voorstellen aan te nemen.

Dit zijn, overigens, geenszins platonische wenschen.

(1) Begrooting door den Senaat overgemaakt, nr 4xii.

(2) *Samenstelling van de Bijzondere Commissie :*

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor den Landbouw* : de heeren Tibbaut, voorzitter, Brusselmans, Carlier, Colleaux, Crick, De Bruycker, De Coster, De Jaegher, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Houssiaux, Jouret (Henri), Jourez (Leon), Maenbaut, Mostaert, Niezette, Périquet, Van den Corput, Vanden Eynde en Wauters.

b) zes leden door de *Afdeelingen benoemd* : de heeren Brusselmans, De Bruycker, Crick, Vanden Eynde, David en de Kerchove d'Exaerde.

Tijdens de behandeling der Begrooting van 1923, trok uw verslaggever, namens de Commissie en op aandringen van het departement, de drie voorgestelde amendementen in.

De Minister hield zijne belofte, namelijk later voldoening te schenken in de mate van het mogelijke.

Van af 1923 (wet van 10 Augustus 1923) werd het bijrediet van 2 miljoen frank voor de buurtwegen aangenomen. In 1924, kregen wij voldoening voor onze andere twee wenschen met verhooging der posten 22 (verbetering van den veestapel : 105,000 frank) en 41 (Landbouwonderwijs : 334,000 frank).

Bij deze gelegenheid houd ik er aan, onze voldoening en onze erkenning aan den achtbaren Minister van Landbouw te betuigen.

I. Deze begrooting wordt met 4,187,494 frank verhoogd in verhouding tot de voorgaande.

Deze tamelijk merkelijke verhooging (13 t. h.) beteekent echter niet dat er eenige aanzienlijke verandering in de diensten van het departement is gekomen.

De begrooting welke wij onderzoeken is feitelijk eene begrooting van aanpassing.

Uit het onderzoek der artikelen zal dit licht blijken.

Indien wij de balans opmaken per hoofdstuk, dan sluit de begrooting met eene vermeerdering van uitgaven van 5,500,794 frank tegen eene vermindering van 1,313,300 frank.

Indien men de afzonderlijke optelling maakt der verhoogingen en der verminderingen in de uitgaven, dan vindt men respectievelijk 5,930,220 frank en 1,742,716 frank.

Daareven zegde ik, dat deze begrooting in hoofdzaak eene begrooting van aanpassing is.

De ongeveer zes miljoen voorziene verhooging wordt grootendeels gebillijkt door de reglementaire en normale weddeverhoogingen, de bevordering der ambtenaren en de verhooging der gezinsvergoeding. Verder wordt de som opgeslorpt door overdrachten van andere begrootingen, zooals de begrooting voor order, b. v. : (Artikel 11, Gezondheidspolitie op de huisdieren, 1,320,000 frank; enz.). Ten slotte nog wegens het afschaffen, te rekenen van 1 Januari 1924, van de financieele zelfstandigheid van het gebied Eupen-Malmedy. Ter Senaatvergadering van 22 Januari 1924, heeft de Regeering eene reeks amendementen ingediend, waardoor op de Begrooting van Landbouw voor 1,658,542 frank meer uitgaven worden gevraagd.

Wanneer wij deze posten van minder belang uitschakelen, onthouden wij enkel de posten 22 (verhooging : 105,000 frank), 41 (verhooging : 334,000 fr.) en 46 (verhooging : 101,000 frank).

Van stonden aan kunnen wij besluiten, dat men aan de begrooting niet kan verwijten te ruim geweest te zijn. Ternauwernood maken de uitgaven ten beloope van een half miljoen nieuwe begrootingsuitgaven uit.

II. De credietsvermindering bereikt 1,742,726 frank.

Deze verminderingen komen voort uit bezuinigingen, vermindering van uit-

zonderlijke uitgaven alsmede uit overdrachten op andere begrootingen of op andere artikelen van de begrooting zelf — alles tot beloop van 259,326 frank.

Drie posten eischen een meer grondig onderzoek. Het zijn namelijk de posten onder de nummers 54, 64 en 81 waarop uitgaven zijn uitgetrokken tot beloop van 1,483,390 frank.

III. Wij kunnen ons dus bepalen bij een nader onderzoek van de voorbehouden artikelen :

ART. 22. — Vermeerdering van uitgaven : 105,000 frank. — De eerste voorzienene vermeerdering bedroeg 50,000 frank. Deze 50,000 frank zullen enkel worden besteed aan de verbetering van ons hoornvee.

De mededinging van het bevroren vleesch tegen de inlandsche voortbrengst van vleesch, enerzijds, en de verhooging in de melkvoortbrengst waartoe onze koeien bekwaam zijn, anderzijds, hebben het departement er toe gebracht, in België de vorming na te streven van veerassen die in staat zijn om rijke melk voort te brengen.

De uitslagen bekomen in Denemarken, Holland, Amerika, enz. leveren het bewijs, dat de keus der fokkers, gesteund op een regelmatige controle van de melkvoortbrengst, er toe bijdragen tot snelle verbetering van den veestapel in zake de hoeveelheid en de hoedanigheid van de melk.

De controle over de melkvoortbrengst werkt in België slechts sedert enkelen tijd. Het getal dieren, waarvan heden ten dage de melkvoortbrengst is gekend, is dus nog niet aanzienlijk.

De eerste uitslagen hebben aan de veefokkers waardeerbare aanduidingen verstrekt om met kennis van zaken eene uitlezing te doen onder de dieren tot de voortteling bestemd.

De voordeelen dezer werkwijze kunnen echter slechts na enkele jaren klaar uitschijnen, wanneer de afstammelingen der thans gecontroleerde dieren op hunne beurt aan de controle onderworpen zijn geweest.

Buiten het crediet van 50,000 frank, werden 35,000 frank voorzien wegens de afschaffing van de financieele zelfstandigheid van het gebied Eupen-Malmedy, en 20,000 frank tot aanmoediging van de pluimveeteelt die, in ons land, van groot belang is in de geringe cultuur.

De noodzakelijkheid van dergelijke aanmoediging kan men begrijpen, wanneer men in acht neemt, dat de jaarlijkse voortbrengst van het pluimvee voor ons land meer dan 450 miljoen frank vertegenwoordigt.

Het is niet van belang ontbloot, aan onze collega's enkele statistieken voor te leggen betreffende de uitbreiding van dit bedrijf in 's lands voortbrengingsvermogen :

EIEREN.

	INVOER.		UITVOER.	
	STUKS.	FRANK.	STUKS.	FRANK.
1913 . .	212,677,609	16,977,660	134,548,139	12,580,251
1921 . .	52,958,954	23,734,130	1,649,672	902,570
1922 . .	113,678,000	36,319,951	14,151,786	5,534,776
1923 . .	64,965,649	25,543,113	64,266,676	29,504,963
1923 . .	16,122,887	5,384,466	18,384,266	7,411,225
1924 { De eerste vier maanden	7,156,397	2,824,618	51,268,418	30,504,625

In 1913 hebben wij dus een tekort van 4,3 miljoen frank;

In 1922, een tekort van 30,7 miljoen frank;

In 1923, een *teveel* van 3,9 miljoen frank.

De eerste vier maanden van 1924, een overschot van 27.6 miljoen frank.

Door een ministerieel besluit van 16 Februari 1924, wordt de uitvoer van eieren aan een vergunning onderworpen ! Die maatregel werd op 10 April 1924 ingetrokken.

Die gegevens zullen toelaten te oordeelen hoe een onbesuisde maatregel de beste pogingen kan vrijdelen vanwege de voortbrengers en het Ministerie van Landbouw. Ik zal, overigens, de gelegenheid hebben daar verder op weer te komen.

ART. 41. — De verhooging van 334,000 frank zal grootendeels worden besteed aan de uitbreiding der lagere landbouw-beroepsafdeelingen.

Het vakonderwijs ligt aan den grondslag van iederen beroepsvoortgang. De enkele reeds opgerichte 450 lagere afdeelingen gaven zeer voldoende uitslagen.

ART. 46. — Verhooging van 101,000 frank (waarvan 11,000 frank overgenomen van de begrooting Eupen-Malmedy).

Sinds vier jaar, heeft het Landbouwdepartement een werk ondernomen om het gebruik en de voortbrenging, in het land, van verbeterde zaden te verbreiden.

Het betreft, op de eerste plaats, 's lands voortbrengst te vermeerderen door het gebruik van uitgelezen zaden, welke hogere productie geven per eenheidsoppervlakte; vervolgens, moet men zich, in de mate van het mogelijke, ontdoen van veelkostende ingevoerde producten, daar de landbouwers, voor de grootste hoeveelheid daarvan, van den vreemde afhangen.

ART. 54. — Bij artikel 54 wordt eene vermindering voorzien van 50,000 frank. Het ware te betreuren dat die vermindering voor gevolg zou hebben de te waardemaking van onze onbebouwde gronden te vertragen.

De sedert, bij amendement, voorgestelde 50,000 frank verhooging, zijn noodzakelijk door de overneming der diensten van Eupen-Malmedy.

Het behoud van het begrootingscijfer van 1923 zal voor gevolg hebben, een wezenlijke vermindering van 50,000 frank.

Ons dunkens, is deze besparing te betreuren.

De aanmoedigingen welke men geeft voor de ontginningen, brengen veel op. Het is een der zeldzame winstgevende uitgaven waarvan men kan berekenen wat zij zal opleveren.

Ziehier enkele cijfers overgenomen sedert de invoering van den maatregel waarbij een toelage wordt verleend van 200 tot 600 frank per ontgonnen hectare, onder contrôle van de Staatslandbouwkundigen, met maximum van 5 hectaren per jaar en per ontginner :

				hectaren	cent.	aren.
In 1921,	422	gesubsidieerde ontginningen, met eene				
		totale uitgestrektheid van		1027	78	52
In 1922,	801	id.	id.	1638	98	00
In 1923,	978	id.	id.	1625	20	08
of	2,201	id.	id.	4291	96	60

De Staatstoelagen toegekend aan de particulieren voor die ontginningen bereiken :

In 1921.		fr.	46,752 90
In 1922.			423,017 »
In 1923.			330,254 10
Of		fr.	800,024 »

Men kan het kadastraal inkomen van een hectaar ontgonnen grond ramen op een minimum van 100 frank. Ik raam de bedrijfswinsten op het dubbel van het kadastraal inkomen : raming die, in werkelijkheid, steeds wordt overschreden, en die ik begroot op 3 t. h. (bedrijfsinkomsten van 6 tot 9,000 fr.).

De 1625 in 1923 ontgonnen hectaren brachten aldus aan den Staat op : 16,250 frank grondbelasting en 9,750 frank bedrijfsbelasting.

De 330,254 frank in 1923 uitgegeven zouden dus dadelijk, alleen aan belastingen, een voldoende som opbrengen voor het uitkeeren van den interest en van hunne aflossing.

Art. 64. — Bij artikel 64, stellen wij met genoeg vast, dat een vermindering van 83,390 frank het gevolg is van het voorstel tot zelfstandig beheer gedaan door de exploitatie der tuinen van de Tuinbouwschool, te Vilvoorde, alsmede van de herinrichting van de Tuinbouwschool, te Gent.

Die uitslagen kunnen ons aanzetten om te zoeken of dergelijke formules zich niet eveneens opdringen voor andere ondernemingen die van de openbare diensten afhangen.

Art. 84. — Artikel 84 is het artikel waarop ongetwijfeld het meeste voorbehoud zal moeten worden gemaakt.

Het Begrootingsontwerp voorzag eene vermindering van 1,350,000 frank ; dit cijfer werd sedertdien wegens een amendement van de Regeering tot op 1,250,000 frank teruggebracht.

Sommigen zullen van gevoelen zijn, dat de tussenkomst van den Staat in het onderhoud der gemeentewegen had moeten vermeerderd in plaats van verminderd worden. Wat er ook van zij, er komen niets dan klachten over den toestand onzer wegen van minderen rang. Ik hoop, dat de Minister de mogelijkheid zal onderzoeken voor ruimere tegemoetkoming.

Tot toelichting der Regeeringsvoorstellen, is het wellicht niet zonder belang te herinneren aan enkele voorgaande feiten :

In 1922 voorzag de begrooting op *artikel 80*, een crediet van 5,000,000 frank voor de verbeteringswerken aan de gemeentewegen, aan de bevaarbare waterwegen en de wateringen. Op *artikel 81*, een crediet van 150,000 frank voor de onderhoudswerken der buurtwegen in de landbouwstreken, verbeterd met Staatstoelagen. Op *artikel 82*, een crediet van 3,500,000 frank voor de onderhoudswerken der buurtwegen van groot verkeer.

Hetzij in het geheel : 8,650,000 frank.

Deze credieten waren onvoldoende en het dienstjaar 1922 sloot met een tekort van 3,910,000 frank. (Zie verslag der begrooting van 1923, bl. 8.)

In de begrooting van 1923 werd op *artikel 81* een globaal crediet van 8 miljoen frank uitgetrokken voor de drie soorten werken omschreven in de artikelen 80, 81 en 82 van 1922.

Dit crediet van 8,000,000 frank werd in den loop van 1923 (wet van 10 Augustus 1923) vermeerderd met eene som van 2,000,000 frank. In 1923, heeft het departement dus kunnen beschikken over een crediet van 10,000,000 fr. voor de werken aan de gemeentewegen.

Voor 1924, wordt er onder artikel 81, litt. A voorzien : voor de werken van verbetering der gemeentewegen, niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen en wateringen, een crediet van 5,000,000 frank.

Litt. B. Voor de werken van onderhoud aan de buurtwegen met belang voor den landbouw, verbeterd met Staatstoelagen, een crediet van 150,000 frank.

Litt. C. Voor de werken van onderhoud aan de buurtwegen van groot verkeer, een crediet van 3,500,000 frank. Dus dezelfde credieten als in 1922.

Daar het dienstjaar 1923 slechts een onbelangrijk crediet heeft gelaten, oordeelen de bevoegde diensten dat de voor 1924 gevraagde credieten voldoende zijn. Ten andere, voor de werken van onderhoud aan de buurtwegen met landbouwbelang (art. 81, litt. b van het dienstjaar 1924), werd in 1923 slechts eene som van 61,870 frank uitgegeven.

..

IV. Het onderzoek van de begrooting heeft bovendien aanleiding gegeven tot de navolgende opmerkingen :

Bij *artikel 27* doet een lid opmerken, hoe betreurenswaardig het zou zijn dat de Staat zijne politiek in zake provinciale vee- en paardenherverzekering zou veranderen.

Bij *artikel 35* meent een lid dat onverwijld in het Hooger Normaal Instituut van Landbouwhuishoudkunde te Laken, de noodige reddingstoestellen in geval van brand moeten geplaatst worden.

Bij *artikel 42* doet een lid opmerken dat de verdeling van de gebieden der Staatslandbouwkundigen niet goed wordt gedaan. De provinciën Luik en Henegouw zouden onder dien toestand lijden.

..

Ik kan niet eindigen, Mijne Heeren, zonder een woord te zeggen over de belangrijke vraagstukken die de landbouwwereld aanbelangen.

V. Sommige vraagstukken hangen meer bijzonder af van andere departementen en vallen buiten het kader van dit verslag, zooals de toepassing van de belastingwetten op den landbouw, de toepassing op de landbouwbevolking, de wetten en reglementen betreffende de Goedkoope Woningen, het Fonds der Meestbegaafden en de Pensioenen, het vraagstuk van de gemeentefinanciën, enz.

Andere vraagstukken vinden hunne plaats in deze bespreking.

De Minister van Landbouw verdient gelukgewenscht over de bijeenroeping van de Nationale Commissie der Landbouwvoortbrengst. (K. B. 10 April 1923.)

Deze Commissie heeft hare werkzaamheden zeer krachtadig doorgedreven. Zij heeft eene reeks wenschen uitgebracht, de vrucht van lange en zorgvuldige beraadslagingen, die in hare groote lijnen een ruim arbeidsprogramma vormen voor de vermeerdering van de landbouwproductie.

De Nationale Commissie heeft de verwezenlijking van deze wenschen toevertrouwd aan eene bestendige commissie van vijf leden, ingesteld door den Minister.

De onderhavige begrooting voorziet ten andere de verwezenlijking van vele dier beslissingen.

..

Sedert lang heeft men er zich rekenschap van gegeven dat het noodzakelijk is de vertegenwoordiging van den landbouw te veranderen.

Eene commissie samengesteld uit afgevaardigden van de officieele organismen en van de vrije vereenigingen bereidt een voorontwerp. Het schijnt dat het reeds ver gevorderd is.

..

Twee wetsontwerpen, thans aan de Kamer onderworpen, zullen voorzeker een diepen weerslag hebben op de landbouwproductie : het ontwerp betreffende de landpachten en dit betreffende de politie en het onderhoud der niet bevaarbare en niet vlotbare waterloopen.

Het zou goed wezen dat er voor beide vraagstukken zoo spoedig mogelijk eene oplossing kwam.

..

Blijft, ten slotte, over den uitvoer te regelen.

Het is stellig dat België er moet naar streven, door zijn uitvoer, evenwicht te doen heerschen met den invoer die voor de bevoorrading der bevolking noodzakelijk is.

Het kan, mijns inziens, ook niet geloofwaardig worden dat de uitvoer van eender welke producten door het algemeen belang wordt geleid ; dat, zoo het algemeen belang het vereischt, de Regeering den uitvoer van welkdanige goederen ook mag en zelfs moet verbieden.

Het is even waar dat de vrijheid der verhandelingen den regel moet blijven, en de reglementatie de uitzondering.

Over deze beginselen is, meen ik, iedereen akkoord.

Alleen de toepassing biedt moeilijkheden. Het algemeen belang, of wat men denkt het algemeen belang te zijn (en dat vaak slechts een beperkt en tijdelijk belang is), komt dikwijls in botsing met de belangen van eene klasse van voortbrengers. Die conflicten zijn moeilijk op te lossen en slechts een zeer bevoegde overheid kan het wagen ze bij te leggen.

Men moet vermijden te toekomen op te offeren voor de oogenblikkelijke behoeften, bij voorbeeld : den runderkweek door een onbesuisden invoer van frigo.

Men wachte zich ook een tak der belangrijke productie te ontzenuwen, of een nieuwe uitvoeronderneming naar de buitenlandsche markten... Het hooger aangehaalde voorbeeld, betreffende de eivoortbrengst, toont hoe een aanzienlijk invoertekort, in korte jaren tijds, tot een zeer belangrijk boni kan hervormd worden. Wachten wij ons, door een onbedachtzame regeling, dergelijke heilzame ontwikkelingen te belemmeren.

De landbouwers kunnen zich niet ontdoen van het gevoelen dat, in deze zaak, hunne belangen soms verwaarloosd worden. Als voortbrengers van zaken van

allereerste behoefte, zijn zij daaraan herhaaldelijk blootgesteld. Er bestaat ter wereld geen bedrijf dat kan weerstaan aan het regime dat, in ons land, dat van den landbouw is : volkomen mangel aan bescherming tegen de buitenlandsche markt wanneer de binnenlandsche markt hem ongunstig is; verbod van uitvoer zoodra de prijzen der internationale markt meer voordeelig zijn.

Dit is, nochtans, in hare hoofdlijnen, de tot hiertoe gevolgde politiek.

De landbouwers zijn van gevoelen dat de bevoorradingstoffen tot de bevoegdheid behooren van den Minister van Landbouw. Hij alleen bezit de noodige technische inlichtingen om nuttiglijk de behoeften van het land te vergelijken met de vereischten van eene regelmatige en overvloedige landbouwproductie.

Men werpe mij niet op, dat over de Koninklijke besluiten, omtrent het verbod van uitvoer, in Ministerraad wordt beraadslaagd. Het staat, trouwens, vast dat de Minister van Nijverheid en Arbeid herhaaldelijk ware opdrachten heeft gekregen van den Ministerraad en, in alle geval, houdt hij aan zich het initiatief, het onderzoek en de toepassing van de maatregelen betreffende de bevoorrading.

Mits deze aanmerkingen, stelt uwe Commissie u voor het wetsontwerp aan te nemen houdende de Begrooting van het Ministerie van Landbouw voor het dienstjaar 1924.

De Verslaggever,

FR. BRUSSELMANS.

De Voorzitter,

EMILE TIBBAUT.

VRAGEN GESTELD OVER DE BEGROOTING VAN LANDBOUW.

De Minister gelieve ons kennis te geven van de statistiek, per provincie, der everzwijnen gedood tijdens de jaren 1922, 1923, 1924 ?

De Minister gelieve ons te zeggen, aan welke vereischten de gemeenten moeten voldoen om toelagen te bekomen voor de wegen ? Hoe hoog beloopt de Staats-toelage ?

ANTWOORDEN.

	Benaderend getal everzwijnen				Aanmerkingen.
	in leven 1-2-1919.	in leven 1-2-1922.	gedood tijdens het jachtseizoen 1922-1923.	in leven 1-2-1924.	
Henegouw . . .	180	95	80	80	Het getal everzwijnen, als in leven zijnde vermeld, is een <i>maximum</i> , daar het geboren kan, wegens hun zwervend leven, vele verzwijnen tweemaal werden opgenomen.
Luik	900	295	185	255	
Luxemburg . . .	3,970	1,395	1,075	1,345	
Namen	2,100	740	430	650	
Andere provinciën.	Néant.	Néant.	Néant.	Néant.	